

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cité administrative – Bât A
19 rue de Ciron
Cedex 09
81013 ALBI

ALBI, le 21/11/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/10/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GROUPE VALECO

SARL FERME EOLIENNE DE PUECH DEL VERT
188 rue Maurice Béjart
34080 MONTPELLIER

Références : 81-CRARC-2022-97
Code AIOT : 0006809875

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/10/2022 dans l'établissement GROUPE VALECO implanté Lieux-dits Serre de Sagnens et Bosc Del Vert 81230 LACAUNE. L'inspection a été annoncée le 31/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GROUPE VALECO
- Lieux-dits Serre de Sagnens et Bosc Del Vert 81230 LACAUNE
- Code AIOT : 0006809875
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

Le parc éolien de Puech Del Vert a bénéficié d'un permis de construire en date du 29 septembre 2011 délivré à la société Ferme éolienne de Puech Del Vert. Il comprend 5 éoliennes de type Enercon E70, ayant une hauteur de mat de 58 m et une puissance unitaire de 2,3 MW, et a été mis en service en 2017. Il a fait l'objet en 2021 d'un arrêté préfectoral complémentaire portant sur le renforcement des mesures pour la protection des chiroptères et de l'avifaune.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- respect des prescriptions de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié (vérification des installations électriques, suivi de l'élimination des déchets) ;
- respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 septembre 2021 (bridage chiropêtres)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
8	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	/	Sans objet
2	Biodiversité	AP Complémentaire du 10/09/2021, article 2.1.2	/	Sans objet
3	Biodiversité	AP Complémentaire du 10/09/2021, article 2.1.4	/	Sans objet
4	Biodiversité	AP Complémentaire du 10/09/2021, article 2.1.5	/	Sans objet
5	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	/	Sans objet
6	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	/	Sans objet
7	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	/	Sans objet
9	Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en évidence 1 non-conformité qui fait l'objet d'une lettre préfectorale de suite.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi environnemental
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation. Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation. Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées. Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil. Dans le cas d'un projet de renouvellement d'une installation existante, autre qu'un renouvellement à l'identique ou une extension au sens de l'article R. 181-46-I du code de l'environnement, l'exploitant met en place un suivi environnemental, permettant d'atteindre les objectifs visés au 1er alinéa du présent article, dans les 3 ans qui précèdent le dépôt du porter à connaissance au préfet prévu par l'article R. 181-46 du code de l'environnement.</p>
Constats : Le parc a fait l'objet d'un suivi de la mortalité en 2018, 2019, 2020 et 2021. <p>L'exploitant a transmis le rapport de suivi mortalité de l'année 2021. Ce suivi respecte globalement le protocole de 2018. Toutes les éoliennes ont été prospectées et 46 jours de suivi ont été réalisés. Ce rapport met en évidence la mortalité de 6 oiseaux dont 1 Milan royal, le 4 octobre 2021, de 4 Pipistrelles communes et 1 Pipistrelle de Kuhl. La mortalité du Milan royal a fait l'objet d'un rapport d'incident transmis à l'inspection.</p> <p>Suite à la mortalité du Milan royal en 2021, un suivi de l'activité des Milans royaux sur le parc éolien a été mis en place en 2022 par la LPO du Tarn. Ce suivi a pour objectif de préciser les niveaux de fréquentation de l'espèce dans l'environnement du parc éolien tout au long de l'année. Selon les résultats de ce suivi et les préconisations de la LPO, la nécessité d'installation d'un SDA sera évaluée.</p> <p>Un suivi des chiroptères en nacelle de l'éolienne 3 a également été réalisé entre le 28 avril et le 16 décembre 2021.</p> <p>L'exploitant a fourni le certificat de dépôt des ces suivis sur la plateforme DEPOBIO.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/09/2021, article 2.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Bridage chiroptères
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un plan de bridage qui consiste à arrêter la rotation des pales (mise en drapeau) de toutes les éoliennes du parc selon certains paramètres est mis en œuvre. Lorsque les éoliennes sont à l'arrêt (mises en drapeau), la nacelle comme les pales sont mises dans une position qui les maintiennent à l'arrêt dans toutes les conditions de vent.</p> <p>Ce bridage doit être opérationnel entre le 15 mars et le 31 octobre, chaque nuit entre le coucher du soleil et le lever du soleil et s'effectuer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Entre le 15 mars et le 31 juillet lorsque : la température est supérieure ou égale à 10° C ; et la vitesse de vent est inférieure ou égale à 6 m/s, - Entre le 1er août et le 31 octobre lorsque : la température est supérieure ou égale à 9° C + ; et la vitesse de vent est inférieure ou égale à 7 m/s. <p>La vitesse du vent et la température sont mesurées à hauteur de nacelle.</p> <p>Le plan de bridage est opérationnel dans un délai de 3 mois à compter de la signature du présent arrêté.</p> <p>Constats : Selon les indications de l'exploitant, un bridage des machines en faveur des chiroptères a été mis en place à partir de 2018. Celui-ci a été adapté en 2019 suite aux résultats des suivis environnementaux, puis le 12 août 2021 pour prendre en compte les paramètres qui seront ensuite retenus dans l'arrêté complémentaire du 19/09/2021.</p> <p>L'exploitant a transmis la copie d'écran du paramétrage mis en place. Les paramètres du bridage correspondent à ceux de l'arrêté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Biodiversité

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/09/2021, article 2.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, évaluation de l'efficacité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un suivi environnemental est réalisé dans la première année de mise en œuvre du plan de bridage. Ce suivi environnemental est réalisé selon les modalités définies dans le protocole national visé à l'article 12 de l'arrêté du 26 août 2011 (protocole de suivi environnemental des parcs éoliens terrestres dans sa version de mars 2018 ou version ultérieure). Ce suivi environnemental est communiqué à l'inspecteur de la DREAL au plus tard dans les 3 mois qui suivent sa finalisation. Dans le cas où le suivi environnemental conduirait l'exploitant à envisager des modifications du plan de bridage, l'envoi du suivi environnemental à l'inspecteur de la DREAL est complété par un porter à connaissance.
Constats : Le suivi environnemental a été reconduit en 2022
Observations : Il est demandé à l'exploitant de transmettre le rapport de suivi lorsqu'il sera disponible.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Biodiversité

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/09/2021, article 2.1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle plan de bridage chiroptères
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le contrôle est fait à partir des données issues du système de contrôle et d'acquisition de données en temps réel (SCADA) . Ces données sont traitées par l'exploitant pour que l'inspection dispose pour chaque mât du parc éolien des courbes de fonctionnement et d'arrêt machine en continu avec un pas de temps de 10 minutes, en fonction de la température, de la vitesse du vent et de la vitesse du rotor (en RPM). Les données brutes et les données traitées sont stockées par l'exploitant pendant une durée minimale de deux ans. Les données brutes et les données traitées sont transmises à l'inspection sur simple demande avec le registre de défaillance et de maintenance.
Constats : Les tableaux de données 10 minutes issues du SCADA ont été transmises pour les 5 éoliennes, sur la période allant du 8 septembre 2021 au 8 septembre 2022 . Ils présentent les états de fonctionnement et d'arrêt de la machine en fonction de la température, de la vitesse du vent et du temps. Le contrôle de ces données réalisé par sondage ne met pas en évidence d'anomalie de fonctionnement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, Identification
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : (...) Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
Constats : Des panneaux sont posés à l'entrée, indiquant l'interdiction d'entrer, et alertant sur les risques électriques et le risque de chute de glace en cas de gel. Des numéros d'alerte sont également affichés. L'exploitant indique qu'il a lancé une opération de ré-identification de ses éoliennes pour tous les parcs des monts de Lacune. Seront mentionnés le n° de machine Enercon et le numéro d'identification Valeco, par exemple PDV01 EOL1 pour l'éolienne 1 du parc de Puech Del Vert.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, Entreposage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
Constats : L'intérieur de l'aérogénérateur n° PDV01 EOL1 contrôlé le jour de la visite est maintenu propre. Il n'a pas été constaté l'entreposage à l'intérieur de matériaux combustibles ou inflammables, ni en pied d'éolienne, ni en nacelle.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : (...) Les installations électriques intérieures et les postes de livraison sont maintenus en bon état et sont contrôlés par un organisme compétent à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19.</p>
<p>Constats : L'exploitant a transmis les rapports de vérification datés: - du 5 octobre 2021 qui comporte 3 observations. - du 22/09/2022 qui comporte 2 observations datant de 2019 (affichage des consignes) et de 2020 (fonctionnement éclairage de sécurité)</p> <p>L'exploitant indique que la transmission au maintenancier des rapports de contrôle était jusque là faite tardivement entraînant un délai dans la planification des travaux de mise en conformité. Il indique qu'il envisage de modifier l'organisation des contrôles périodiques. A l'avenir, les rapports devraient être directement transmis au maintenancier.</p>
Observations : Il est demandé à l'exploitant de traiter les observations mentionnées dans le dernier rapport.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet. Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.
Constats : Comme pour les autres parcs VALECO équipés d'éoliennes ENERCON, les déchets générés lors des opérations de maintenance sont emportés par le technicien sur le site de maintenance ENERCON de LACAUNE. Le transit de déchets dangereux relève de la rubrique 2718 de la nomenclature des installations classées (régime de la déclaration jusqu'à 1 tonne, régime de l'autorisation au-delà). Or, le site de LACAUNE n'est ni déclaré, ni autorisé au titre des installations classées. L'exploitant a fait le choix de mettre en place sur les parcs éoliens qu'il exploite, des Eolbox destinées à recueillir les déchets produits lors de la maintenance des éoliennes. Lorsque celles-ci seront remplies, elles seront enlevées par la société ORTEC avec qui un contrat a été signé, et envoyées en centre d'élimination agréé. Les déchets ne transiteront plus par les centres d'exploitation ENERCON. Pour le site de Puech Del Vert, la commande a été passée et la livraison devrait intervenir sous peu selon l'exploitant. L'exploitant devra transmettre les justificatifs de l'installation de ces Eolbox sous deux mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.
Constats : La présence des extincteurs a été vérifié dans l'éolienne PDV01 EOL01. Ceux-ci ont été vérifiés en septembre 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet